



**PRÉFET  
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat Général**

**DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ  
ET DE LA LEGALITÉ**

**Bureau des collectivités territoriales et  
de l'environnement**

**ARRETE PREFECTORAL N° BCTE / 2021 -03 EN DATE DU 05/01/2021  
METTANT EN DEMEURE LA SOCIETE MULTISAC DE RESPECTER LES DISPOSITIONS DE  
L'ARRETE PREFECTORAL D'AUTORISATION DU 17 MARS 2006 MODIFIE RÉGLEMENTANT  
SES ACTIVITÉS EXERCÉES SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE CHASPUZAC**

Le préfet de la Haute-Loire

VU le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 nommant M. Eric ETIENNE en qualité de préfet du département de la Haute-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n° SG/COORDINATION 2020-44 du 2 septembre 2020 portant délégation de signature à M. Rémy DARROUX, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 mars 2006 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 juin 2014

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 9 décembre 2020, établi à la suite de la visite d'inspection du 19 novembre 2020 sur le site d'impression exploité par la société MULTISAC en ZA La Combe à CHASPUZAC (43320) ;

VU le rapport de l'inspection et le projet d'arrêté de mise en demeure portés à la connaissance de la société MULTISAC le 14 décembre 2020 ;

VU les observations de l'exploitant sur ce projet transmises par courrier du 21 décembre 2020 ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté lors de l'inspection qui s'est déroulée le 19 novembre 2020 que le bio laveur de COV était en panne, que les analyses atmosphériques réglementaires n'avaient pas été réalisées, que le stockage des encres n'était pas conforme et que la quantité annuelle de solvants consommés était supérieure au volume autorisé ;

CONSIDÉRANT que la quantité annuelle de solvants consommés soumet le site aux dispositions de la Directive « IED » et de l'article L. 515-58 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT les impacts potentiels sur l'environnement naturel et humain de cette augmentation d'activité qui n'a pas été portée à la connaissance du préfet avant sa réalisation ;

CONSIDÉRANT que l'augmentation d'activité constatée est notable et substantielle et relève, à titre de régularisation, de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture

## ARRÊTE

### **ARTICLE 1 : Mise en demeure**

La société **MULTISAC**, exploitant les installations de fabrication de sacs plastiques et d'impression par flexographie sur le territoire de la commune de Chaspuzac, est mise en demeure de respecter :

- 1) les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 16 juin 2014 ; pour cela, l'exploitant devra respecter les valeurs limites d'émissions concernant les concentrations en COV avant le 1<sup>er</sup> mars 2021 ;
- 2) les prescriptions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 16 juin 2014 ; pour cela, l'exploitant devra réaliser au titre de 2020 une première campagne d'analyses des rejets atmosphériques avant le 01 février 2021 ;
- 3) les prescriptions de l'article 1.5.3 de l'arrêté préfectoral du 17 mars 2006 ; pour cela, l'exploitant devra déposer, à titre de régularisation, un dossier de demande d'autorisation environnementale conforme aux dispositions des articles L 181-14 , R 515-29 du code de l'environnement avant le 15 septembre 2021,
- 4) les prescriptions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 16 juin 2014 ; pour cela, l'exploitant devra modifier les stockages de produits inflammables avant le 15 mars 2021.

### **ARTICLE 2 : Sanctions**

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté, dans les délais prévus par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3 : Recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, dans les délais prévus à l'article R 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **ARTICLE 5 : Publicité**

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Haute-Loire pendant une durée minimale de deux mois.

### **ARTICLE 6 : Notification – Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée au maire de Chaspuzac et à l'exploitant.

Le Puy en Velay, le 5 janvier 2021

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

  
Rémy DARROUX